

L'ombre de Blaise Compaoré derrière les putschistes

Le général Diendéré, proche du président déchu, est le cerveau du coup d'Etat au Burkina Faso

JOHANNESBURG (AFRIQUE DU SUD) -
correspondant régional

En vingt-quatre heures, le faux nez du mouvement de protestation « corporatiste » des soldats d'élite du Régiment de sécurité présidentiel (RSP) est tombé. Un putsch en bonne et due forme a bien eu lieu au Burkina Faso. L'unité de soldats fidèles à l'ancien président Blaise Compaoré, dont la dissolution venait d'être décidée par une commission proche du pouvoir de transition mis en place après le renversement de l'ex-chef de l'Etat en octobre 2014, s'est effacée au profit d'un Conseil national pour la démocratie (CND).

Le pays, qui se préparait à des élections le 11 octobre, a découvert l'existence de cet organe par une annonce à la télévision faite par un militaire inconnu. Puis, le véritable visage, plus familier, du pouvoir militaire a été révélé: il s'agit du général Gilbert Diendéré, ancien chef d'état-major particulier de Blaise Compaoré. Cet officier d'élite connaît tous les secrets de la scène politique du Burkina Faso des trente dernières années, de Sankara à Compaoré.

Ce n'est pas sa première expérience de coup d'Etat. Il a déjà été le témoin de celui qui a entraîné la mort, en 1987, du « Che Guevara noir », le capitaine Thomas Sankara. Pendant plusieurs décennies, il a aussi joué un rôle-clé lorsque le Burkina s'est impliqué clandestinement dans les guerres civiles du Liberia ou de Sierra Leone, puis dans la rébellion en Côte d'Ivoire. Ou encore, lorsqu'il a fallu négocier la libération d'otages au Mali et traiter avec les armées occidentales qui interviennent au Sahel.

Tant de rôles discrets qui ont permis au général Diendéré de se rendre indispensable, au point de rester à Ouagadougou lors de la chute de son maître, Blaise Com-

paoré, il y a bientôt un an. Mercredi, lorsque des soldats du RSP sont venus arrêter, en plein conseil des ministres, le président de la transition burkinabé, Michel Kafando, le premier ministre, le lieutenant-colonel Isaac Zida, et deux membres du gouvernement, le général Diendéré est resté dans l'ombre, sa position préférée. Pendant la nuit, il est intervenu dans des « négociations » qui n'ont mené nulle part. Le lendemain, il s'est trouvé à la tête d'un régime putschiste qui va devoir faire l'épreuve classique de l'illégalité.

Jeudi soir, le Conseil de sécurité des Nations unies a déclaré que « les auteurs de cette prise inconstitutionnelle du pouvoir par la force doivent rendre des comptes », se disant même « prêt à envisager des mesures supplémentaires si nécessaires ». Pour parer le coup, le général Diendéré s'est aussitôt livré à des promesses de circonstance. « Nous n'avons pas l'intention de nous éterniser, nous n'avons pas l'intention de rester », a-t-il déclaré à l'AFP, ajoutant que le point le plus important des futures élections n'était pas leur calendrier, mais les conditions du scrutin, modifiées pour autoriser la candidature des proches de l'ancien régime.

Dans l'intervalle, les frontières aériennes et terrestres du pays ont été fermées. Les dirigeants de la transition, arrêtés mercredi, restent détenus sous le contrôle des hommes du RSP, qui ont déployé des blindés autour de la présidence et ont procédé à des tirs de sommation pour contrecarrer la tentative de plusieurs milliers de manifestants de se regrouper dans ce périmètre. Un coup d'Etat mené d'entrée de jeu de manière trop limpide a toutes les chances d'échouer. Voilà une erreur que les acteurs du putsch de mercredi n'ont pas commise. Leur mouvement était-il minu-

tieusement préparé?

L'ex-président reste silencieux

Selon deux sources régionales, l'action du RSP était « prévisible » après le rejet des candidatures à la présidentielle et aux législatives des membres du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP, l'ex-parti au pouvoir de Blaise Compaoré) ou des proches de ce dernier, comme Djibrill Bassolé. « Il était clair que quelque chose

allait se passer avant, pendant ou après les élections, affirme l'une des deux sources. On ne pouvait pas exclure autant de personnalités. L'exclusion est de nature à provoquer une rébellion, comme en Côte d'Ivoire. »

Quelques mois plus tôt, une délégation du pouvoir de transition s'était rendue discrètement en Afrique du Sud et au Zimbabwe pour convaincre des pays jugés « anti-impérialistes » de fournir un soutien politique et financier, dans la crainte justement de se voir débordés, au moment des élections d'octobre, par des candidats poussés, selon eux, par « Compaoré, la France et la Côte d'Ivoire », comme le rapporte une source à Johannesburg. Les dirigeants de la transition avaient quelques raisons de s'inquiéter. Mais le lien entre les putschistes et Blaise Compaoré reste à éclaircir.

L'ex-président, contraint de fuir le Burkina en octobre, devant la pression populaire, a été exfiltré par l'armée française en Côte d'Ivoire, avant de se rendre au Maroc. Selon certaines sources, il serait actuellement en Côte d'Ivoire ou au Congo-Brazzaville. Pour l'heure, il demeure silencieux. Mais, au Burkina, une partie des participants aux mouvements descendus dans la rue en octobre ont peur de voir s'organiser une « restauration ». Des manifestations ont déjà commencé, à la suite d'appels du Balai citoyen ou encore de Chérif Sy, le président

du Conseil national de transition, dernier responsable en liberté des autorités de transition. Celui-ci a appelé l'armée à se joindre au mouvement de protestation.

Aucune réaction de militaires n'a encore été signalée, preuve, peut-être, de l'isolement croissant des dirigeants de la transition au cours des derniers mois. Mais les manifestations, et sans doute les violences, ne sont pas terminées. Il y aurait déjà des

morts. *«Plusieurs hôpitaux ont admis des civils présentant des blessures par balles»*, note Amnesty International, qui avait recensé dix morts et des centaines de blessés lors des journées d'octobre, bilan que ses enquêteurs imputaient, déjà, au RSP. L'organisation avertit à présent: *«Des manifestations de grande ampleur s'annoncent en réaction à la dissolution du gouvernement de transition.»* ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY
(AVEC CYRIL BENSIMON)

Selon Amnesty International, «plusieurs hôpitaux ont admis des civils présentant des blessures par balles»